



LRD

Sortir du déni ou du dépit, rejoindre l'élan collectif

Toute personne qui découvre le potentiel déstabilisateur explosif du pic pétrolier et du changement climatique fait face à une difficulté d'ordre psychologique : comment comprendre qu'en 2010, les pays industriels persistent à accentuer leur dépendance aux énergies fossiles au point où ils le font ? Pourquoi un tel aveuglement, un tel fourvoiement collectif ?

Si l'on a bien lu et compris la littérature sur l'épuisement inexorable du pétrole au cours des prochaines décennies et sur la déstabilisation du climat sous l'effet des émissions de gaz à effet de serre, comment, au vu des choix les plus structurants des nations industrielles qui, dans leur très grande majorité, surtout pour le pétrole, font quasiment comme si de rien n'était, ne pas ressentir un profond désarroi ou, alternativement, ne pas être conduit à douter de la réalité même de ces phénomènes, en tout cas de l'urgence qu'il y a à y apporter des réponses fortes ?

Au lieu de placer ces défis en haut de l'affiche, les médias de masse occultent largement le pic pétrolier, soutiennent le mythe de substituts énergétiques miracles au pétrole et présentent leur mégaphone à une poignée d'agitateurs climato-sceptiques. Comment, dans ces conditions, résister aux pièges de l'illusion, du déni ou du découragement qui tendent leurs bras malveillants ? Comment rester lucide et battant face à des signaux aussi omniprésents et massifs ?

Nous prenons les choses en main

Il est pratiquement impossible de résister seul aux sirènes du refoulement ou au dépit. Et il ne peut pas y avoir de réponses individuelles à une échelle en phase avec la nature du défi sans qu'un changement général de contexte et d'incitations ait lieu. Mais pour que ce changement advienne, il faut... un profond sursaut social.

Le serpent se mord la queue ? Rien n'est moins sûr. « Un autre monde est en marche », assurait déjà Arundathi Roy voilà quelque temps. Et d'ajouter : « Quand tout est calme, si je prête une oreille attentive, je l'entends déjà respirer. » En matière d'écologie, ce nouveau monde fait aujourd'hui mieux que respirer : il bouge ! Un véritable élan social, le mouvement

de la transition, est en pleine éclosion dans les pays anglo-saxons. Son objectif est de vivre mieux grâce à une décroissance de la consommation d'énergie et de matières et, du coup, des émissions de gaz à effet de serre.

Le message de Copenhague, en décembre 2009, est un signal d'impuissance au plus haut niveau. « Nous sommes incapables de changer la société, son économie, ses fondements et ses profonds dysfonctionnements, et donc sa marche accélérée vers l'abîme », ont annoncé au monde les dirigeants des plus grandes puissances industrielles réunis dans la capitale danoise. « Message reçu. Nous comprenons et nous assumons votre impuissance. Nous prenons les choses en main », répond le mouvement de la transition.

Trois lignes de blocage

C'est une évidence : l'échec de Copenhague rend les prises d'initiatives décentralisées plus urgentes que jamais. Le mouvement de la transition répond à cette urgence. Et des milliers d'élus cherchent à changer la donne sur les territoires, à réduire leur consommation d'énergie, la proportion d'énergie fossile qu'ils brûlent et, de ce fait, leur dépendance aux énergies fossiles et leurs émissions de gaz à effet de serre.

Néanmoins, les changements ainsi instillés ne suffiront pas, parce qu'ils restent prisonniers du cadre économique qui, depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pousse à augmenter sans fin la consommation qui sous-tend la croissance, fut-elle « verte ».

Au bilan, la transition vers un autre monde se heurte à trois lignes de blocages dans la culture et la gouvernance globales. Au sommet, à l'incapacité des États-nations à impulser le changement de cap. A la base, au consumérisme des masses. Et entre les deux, aux démarches certes vertueuses, mais fatalement partielles des collectivités territoriales.

Exemplarité

Parmi ces trois niveaux, les territoires ont une réelle marge de manœuvre et offrent de réelles

perspectives pour faire émerger sans tarder une autre culture de l'énergie. Plusieurs pistes sont très bien balisées pour inciter les citoyens à adopter un mode de vie moins dépensier en énergie. En premier lieu, les pouvoirs publics doivent leur montrer des signes clairs qu'ils prennent la mesure de la situation, agissent de manière exemplaire, pavent la voie à suivre.

Cette exemplarité doit d'abord s'exercer sur le patrimoine public, afin de créer des précédents et d'induire un effet d'entraînement. Cela passe par des bâtiments et des infrastructures à basse consommation d'énergie, l'amélioration constante de l'offre en transports en commun et des infrastructures pour les cyclistes, une place de plus en plus royale aux piétons. De

manière plus significative encore, cela passe par un changement dans la conception de l'urbanisme, la banalisation des écoquartiers et la planification énergétique du territoire.

Mais cela passe aussi par l'arrêt simultané des projets énergivores très émetteurs de gaz à effet de serre. La volonté des pouvoirs publics locaux de construire un aéroport – parfaitement inutile – sur de très précieuses terres fertiles à proximité de Nantes, par exemple, est en complète opposition avec cette règle d'or.

Les aéroports – ce n'est qu'un exemple, mais il est éloquent – sont des gouffres à énergie qui, en plus de déstabiliser le climat, détruisent le sol, créent un intense trafic routier vecteurs de très fortes nuisances et, au bilan, renforcent la dépendance du tissu socio-économique au pétrole et à l'extérieur. A Genève, la planification énergétique est une avancée considérable, mais il serait tout aussi salutaire de reconsidérer la place du transport aérien dans l'économie de ce canton.

Deux autres balises sont essentielles pour changer la dynamique des territoires : l'élaboration d'un horizon qui motive la population à accomplir les mutations nécessaires pour s'y rendre, et la mise sur pied de dispositifs qui incluent les acteurs sociaux, citoyens et usagers, surtout s'ils ont des propositions constructives à faire, afin de trouver de véritables solutions avec eux. ■

*Les territoires
ont une réelle
marge
de manœuvre*